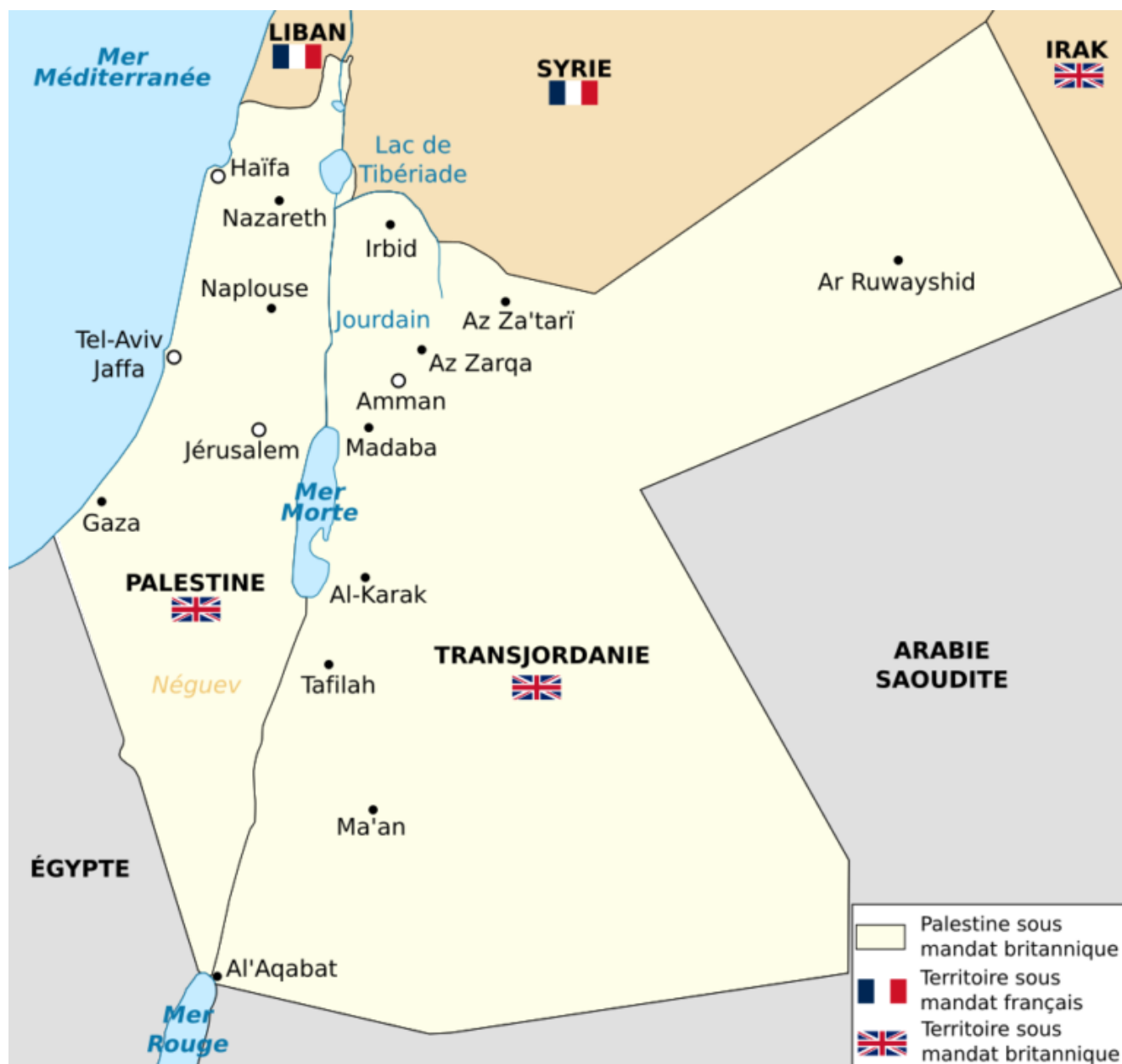


Palestine : pour comprendre l'histoire d'aujourd'hui rappelons nous celle d'hier

écrit par Juvénal de Lyon | 16 septembre 2025



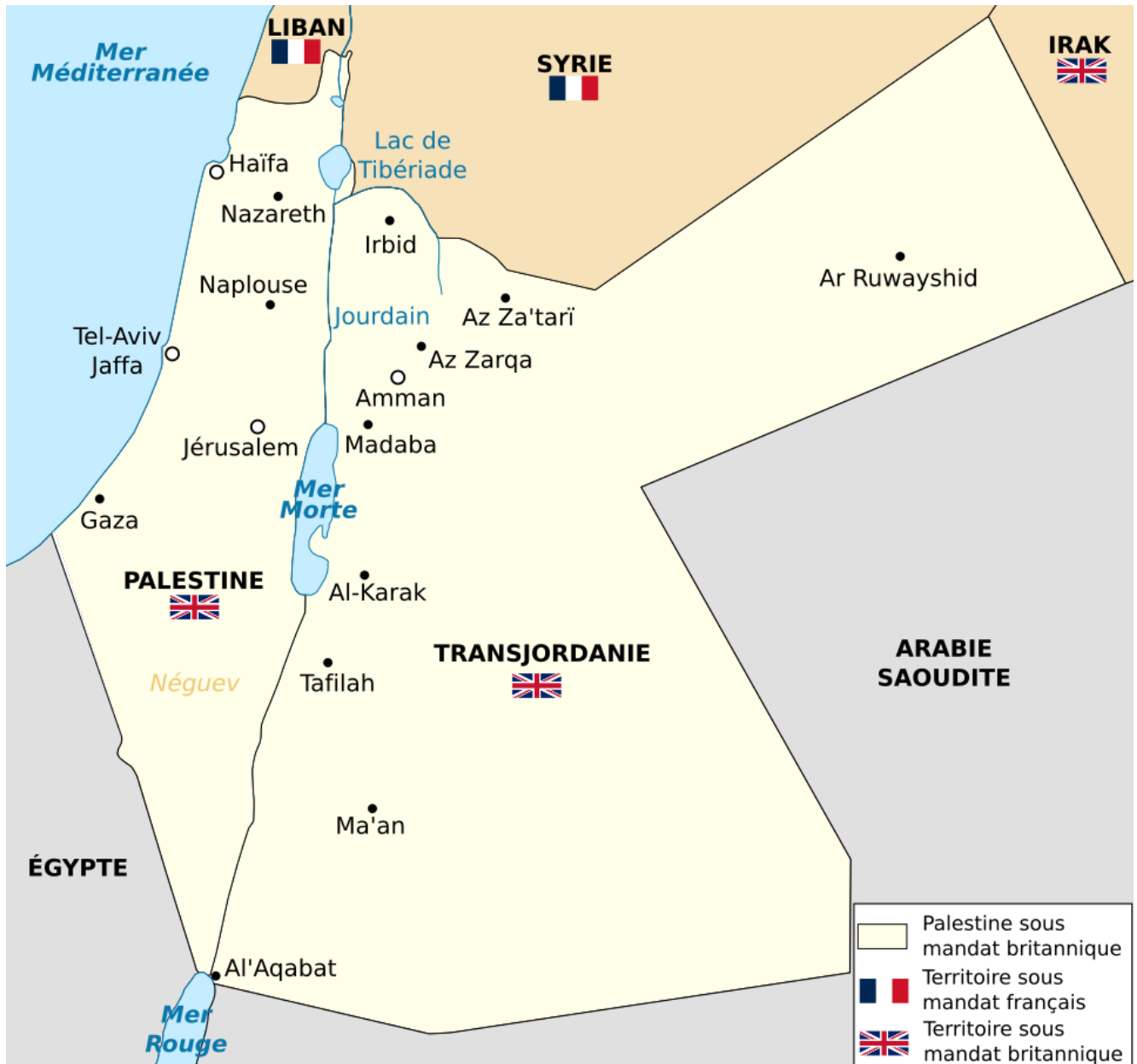


Pour éclairer le sempiternel conflit Israélo-Arabe du Proche-Orient, voici un complément d'archives du temps passé afin de nous faire notre propre religion sur le sujet souvent occulté volontairement ou non, dans le monde médiatique quotidien, par parti-pris ou ignorance.

Ouvrons notre mémoire...

Juvénal

La déclaration Balfour et le mandat de Palestine par la Société Des Nations



Carte de la Palestine

Le lobbying de l'immigrant juif russe Chaim Weizmann et la crainte que les Juifs américains encouragent les États-Unis à soutenir l'Allemagne dans la guerre contre la Russie communiste ont abouti à la **Déclaration Balfour de 1917 du gouvernement britannique.**

Elle approuvait la création d'une patrie juive en Palestine, comme suit :

Le gouvernement de Sa Majesté voit d'un œil favorable l'établissement en Palestine d'un foyer national pour

le peuple juif, et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, ou aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays.

Au cours de la Conférence de paix de Paris de 1919, une Commission interalliée est envoyée en région de « Palestine » pour évaluer les opinions de la population locale ; le rapport résume les arguments reçus des pétitionnaires pour et contre le sionisme.

En 1922, la Société des Nations adopte la déclaration et accorde à la Grande-Bretagne le mandat de Palestine :

Le mandat garantira l'établissement du foyer national juif... et le développement d'institutions autonomes, et sauvegardera également les droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, indépendamment de leur race et de leur religion.

Le rôle de Weizmann dans l'obtention de la Déclaration Balfour a conduit à son élection à la tête du mouvement sioniste. Il est resté dans ce rôle jusqu'en 1948, puis a été élu premier président d'Israël après l'indépendance de la nation.

Un certain nombre de représentants de haut niveau de la communauté internationale des femmes juives ont participé au premier congrès mondial des femmes juives, qui s'est tenu à Vienne, en Autriche, en mai 1923. L'une des principales résolutions était la suivante : « Il apparaît... comme le devoir de tous les Juifs de coopérer à la reconstruction socio-économique de la Palestine et d'aider à l'installation des Juifs dans ce pays ».

❌ **La lettre de Lord Balfour, prémisses de la renaissance de l'état d'Israël**

La migration juive et l'achat généralisé de terres par les Juifs à des propriétaires féodaux ont contribué à la privation de terres chez les occupants Arabes palestiniens, pour la plupart des métayers ou des Bédouins itinérants, sans aucune connection religieuse, historique ni émotionnelle avec une terre sur laquelle ils étaient illégalement installés, au regard du droit international, alimentant ainsi l'agitation. Des émeutes ont éclaté en Palestine en 1920, 1921 et 1929, au cours desquelles des Juifs ont été massacrés et quelques Arabes tués ne représaille. La Grande-Bretagne était responsable du mandat palestinien et, après la déclaration Balfour, elle a soutenu l'immigration juive en principe, mais pas dans les faits. En réponse aux événements violents mentionnés ci-dessus, la Commission Peel publie un rapport proposant de nouvelles dispositions et restrictions de l'immigration juive sur sa terre d'origine. ❌ **Hadj Amine Al Hussein** – Grand mufti de Jerusalem et premier nationaliste « palestinien »

En 1927, le Juif ukrainien Yitzhak Lamdan écrit un poème épique intitulé Masada pour refléter la situation critique des Juifs, appelant à un « dernier combat ». En 1941, Theodore Newman Kaufman publie Germany Must Perish ! qui soutient que seul le démembrement de l'Allemagne conduira à la paix mondiale. Des articles anti-allemands, tels que le Daily Express appelant à un « boycott antinazi », en réponse à l'antisémitisme allemand, ont également été publiés pendant l'ascension d'Adolf Hitler. Cela a donné naissance à la théorie de la conspiration selon laquelle les Juifs auraient déclenché l'holocauste, ce qui est l'une des pires infamies de l'histoire.

L'ascension d'Hitler

En 1933, Hitler arrive au pouvoir en Allemagne et, en 1935, les lois de Nuremberg font des Juifs allemands (et plus tard des Juifs autrichiens et tchèques) des réfugiés apatrides. Des règles similaires sont appliquées par les nombreux alliés des nazis en Europe. La croissance subséquente de la migration juive et l'impact de la propagande nazie visant le monde arabe, notamment par l'intermédiaire du premier nationaliste « Palestinien », le criminel nazi Hadj Amine Al Hussein, ont conduit à la révolte arabe de 1936-1939 en Palestine.

La Grande-Bretagne crée la Commission Peel pour enquêter sur la situation. La commission préconise une solution à deux États et un transfert obligatoire des populations.

✖ Sans le livre blanc britannique, empêchant l'immigration juive en « Palestine » des millions de Juifs auraient pu être sauvés des Nazis

La Grande-Bretagne rejette cette solution et met plutôt en œuvre le Livre blanc de 1939. Celui-ci prévoyait de mettre fin à l'immigration juive d'ici 1944 et de ne pas autoriser plus de 75 000 migrants juifs supplémentaires, tandis que les envahisseurs (émigrants) musulmans n'étaient pas limités en nombre. Cette situation conduit à l'arrivée de centaines de milliers d'arabes, venus profiter de la modernisation de la région par le sionisme et des opportunités d'emplois que cela représentait. Une grande partie de ces immigrants constitue le « peuple palestinien » inventé en 1964 par le président Egyptien Nasser, le terroriste Yasser Arafat et le KGB.

A la fin de la période de cinq ans en 1944, seuls 51 000 des 75 000 certificats d'immigration prévus avaient été utilisés, et les Britanniques ont proposé de permettre

la poursuite de l'immigration au-delà de la date butoir de 1944, à raison de 1500 par mois, jusqu'à ce que le quota restant soit rempli.

Les Britanniques ont maintenu les politiques du Livre blanc de 1939 jusqu'à la fin du mandat, participant ainsi indirectement à la Shoah, car des millions de vies juives auraient pu être sauvées, si les Juifs avaient eu le droit de retourner massivement sur leur terre d'origine, occupée cette fois par les Britanniques, complices des envahisseurs arabes pour des raisons d'ordre politique.



La croissance de la communauté juive en Eretz Israël et la dévastation de la vie juive européenne ont mis de côté l'Organisation sioniste mondiale. L'Agence juive pour la Palestine, sous la direction de David Ben-Gourion, dicte de plus en plus sa politique avec le soutien des sionistes américains qui fournissent des fonds et exercent une influence à Washington, D.C., notamment par le biais du très efficace American Palestine Committee.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les horreurs de l'Holocauste sont connues, les dirigeants sionistes formulent le Plan d'un million, une réduction par rapport à l'objectif précédent de Ben-Gurion de deux millions d'immigrants. Après la fin de la guerre, une vague massive de Juifs apatrides, principalement des survivants de l'Holocauste, a commencé à migrer vers la « Palestine » dans de petits bateaux, au mépris des règles britanniques. L'Holocauste a uni une grande partie du reste de la communauté juive mondiale derrière le projet sioniste. Les Britanniques ont emprisonné ces Juifs à Chypre ou les ont envoyés dans les zones d'occupation alliées contrôlées par les Britanniques en Allemagne.

Les Britanniques, après avoir fait face à la révolte arabe de 1936-1939 contre le retour des Juifs sur leur terre d'origine, étaient maintenant confrontés à l'opposition des groupes sionistes pour des restrictions ultérieures.

En janvier 1946, l'Anglo-American Committee of Inquiry était un comité conjoint britannique et américain créé pour examiner les conditions politiques, économiques et sociales en « Palestine », pour consulter des représentants des Arabes et des Juifs, et pour faire d'autres recommandations « si nécessaire » pour un traitement provisoire de ces problèmes ainsi que pour leur solution éventuelle. Après l'échec de la Conférence de Londres sur la Palestine de 1946-47, au cours de laquelle les États-Unis ont refusé de soutenir les Britanniques, ce qui a entraîné le rejet par toutes les parties du plan Morrison-Grady et du plan Bevin, les Britanniques ont décidé de soumettre la question à l'ONU le 14 février 1947

Massacre de Juifs au quotidien

Enfants juifs dans un camp d'extermination nazi

Avec l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en 1941, Staline revient sur son opposition de longue date au sionisme et tente de mobiliser le soutien juif mondial pour l'effort de guerre soviétique. Un comité juif antifasciste est créé à Moscou. Plusieurs milliers de réfugiés juifs ont fui les nazis et sont entrés en Union soviétique pendant la guerre, où ils ont redynamisé les activités religieuses juives et ouvert de nouvelles synagogues. En mai 1947, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères Andreï Gromyko a déclaré aux Nations unies que l'URSS soutenait la partition de la Palestine en un État juif et un État arabe. L'URSS a officiellement voté en ce sens aux Nations unies en novembre 1947. Cependant, une fois Israël établi,

Staline a changé de position, a favorisé les Arabes, a arrêté les dirigeants du Comité antifasciste juif et a lancé des attaques contre les Juifs en URSS.

Tentative arabe d'exterminer les juifs de « Palestine »

En 1947, le Comité spécial des Nations Unies sur la Palestine a recommandé que la Palestine occidentale soit divisée en un État juif, un État arabe et un territoire contrôlé par les Nations Unies, Corpus separatum, autour de Jérusalem. Ce plan de partage a été adopté le 29 novembre 1947, avec la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies, par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions.

Le vote a entraîné des célébrations dans les communautés juives et des protestations dans les communautés d'envahisseurs arabes. La violence dans tout le pays, qui était auparavant une insurrection juive contre les Britanniques, avec quelques combats sporadiques entre Juifs et Arabes, a dégénéré en guerre Israélo-Arabe de 1947-1949.



Le conflit a conduit à l'exode d'environ 600 000 Arabes palestiniens, connu en arabe sous le nom « al-Nakba » (« la Catastrophe »). Plus d'un quart d'entre eux avaient déjà fui avant la déclaration de l'État d'Israël. Par la suite, compte tenu de leur trahison et de leur volonté de se joindre aux forces arabes extérieures dans le but d'exterminer la population juive et de voler les terres israéliennes, une série de lois adoptées par le premier gouvernement israélien a empêché les descendants d'envahisseurs arabes de retourner dans leurs foyers ou de réclamer leurs biens. Dans le même temps, près d'un million de Juifs vivant en terre d'Islam ont été spoliés et chassés, perdant sans doute cent fois plus que les quelques biens prétendument

perdus par les Arabes.



La Palestine mandataire en 1946.

[Source 1](#)

[Source 2](#)

[Source 3](#)

[Source 4](#)

[Source 5](#)

Pcc : Juvénal de Lyon